

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie

**Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société KNAUF SUD-OUEST site de Colomiers
exploitant des équipements sous pression**

Le préfet de la région Occitanie
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8-I, L. 557-28 à L. 557-30, L. 557-46, L. 557-53, L. 557-54, L. 557-56, L. 557-57 et L. 557-58-1°;

Vu la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement relatif au suivi en service des équipements sous pression, des récipients à pression simples et des équipements sous pression nucléaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples et notamment les articles 6 et 14 à 25 ;

Vu la décision DM-T/P n°31116 du 10 janvier 2000 relative aux appareils à pression dénommés « moules à blocs » ;

Vu le courrier de l'inspection de l'environnement en date du 07 juillet 2020, notifié à l'exploitant, transmettant :

- le projet de rapport l'inspection de l'environnement,
- le projet d'arrêté préfectoral de mesures administratives relatives au suivi en service des équipements sous pression,

et informant la société KNAUF SUD OUEST :

- des manquements reprochés,
- de mesures administratives susceptibles d'être mises en place,
- du délai de 15 jours dont elle dispose pour présenter ses observations sur le rapport d'inspection et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et d'amende administrative conformément aux articles L. 171-6 et L. 557-58 du code de l'environnement ;

Vu la réponse de l'exploitant, la société KNAUF SUD OUEST, apportée par courrier du 25 septembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 19 octobre 2020 relatif à la visite d'inspection équipements sous pression du 30 juin 2020 du site exploité par la société KNAUF SUD OUEST, 37 Chemin de la Salvetat à Colomiers ;

Considérant que les équipements sous pression dénommés « moule à bloc » du fabricant HIRSCH (ACAFR) n° O-006 (PS 0,75 bars et volume 12 700 litres), étaient en service au jour de la visite

d'inspection, le 30 juin 2020, sans disposer d'une attestation de requalification valide ni du marquage correspondant ;

Considérant que l'équipement sous pression dénommé « moule à bloc » du fabricant HIRSCH (ACAFR) n° O-006 (PS 0,75 bars et volume 12 700 litres), était en service au jour de la visite d'inspection, le 30 juin 2020, sans disposer de compte-rendu d'inspection périodique valide ;

Considérant qu'en ne respectant pas les échéances d'inspections et de requalifications périodiques prévues aux articles 15 § I et 18 § I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, la société KNAUF SUD OUEST, exploitant des équipements sous pression de type ACAFR (Appareil à Couvercle Amovible à Fermeture Rapide), fait encourir un risque augmenté d'accident par explosion des équipements aux personnes dont le public et les tiers à l'établissement ;

Considérant que la réglementation interdit d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la bonne application des dispositions de l'article 2 de la DM-T/P n°31116 du 10 janvier 2000 et de son annexe 1, permettant pas de bénéficier des aménagements prévus par la DMTP citée précédemment ;

Considérant que l'exploitant, la société KNAUF SUD OUEST, tire un avantage financier à ne pas respecter la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression. Cet avantage est estimé au montant de la réalisation d'une requalification périodique et d'une inspection périodique sous le régime général pour le « moule à bloc » du fabricant HIRSCH (ACAFR) n° O-064 (PS 0,75 bars et volume 12 700 litres) ;

Considérant que l'exploitant a été informé de la possibilité de présenter ses observations sur le projet d'arrêt de mesures administratives dans un délai déterminé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société KNAUF SUD OUEST, dont le siège social est situé 5 chemin de la Menude, 31770 COLOMIERS n°SIREN 320129851, exploitant des équipements sous pression sur son installation n°Siret 3201298510012, 37 chemin de la Salvetat à Colomiers, est mise en demeure sous un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de faire procéder, par un expert d'un organisme habilité, à la requalification périodique des équipements sous pression dénommés « moule à bloc » du fabricant HIRSCH (ACAFR) n° O-006 (PS 0,75 bars et volume 12 700 litres) fabriqué en 2007.

La société KNAUF SUD OUEST transmettra sous un délai de deux mois l'attestation de requalification périodique correspondante.

Art. 2. – La société KNAUF SUD OUEST, dont le siège social est situé 5 chemin de la Menude, 31770 COLOMIERS n°SIREN 320129851, exploitant des équipements sous pression sur son installation n°Siret 3201298510012, 37 chemin de la Salvetat à Colomiers, est rendue redevable d'une amende administrative d'un montant de 2 400 (deux mille quatre cents) euros pour exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique en absence d'attestations de requalification valide ou des marquages correspondants.

À cet effet, un titre de perception d'un montant de 2 400 (deux mille quatre cents) euros est rendu immédiatement exécutoire auprès de monsieur le directeur départemental des finances publiques de la Haute-Garonne.

Art. 3. – À défaut d'exécution dans les délais impartis définis à l'article 1, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 4. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 5. – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Art. 6. – En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Colomiers et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 7. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur départemental des finances publiques de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, la société KNAUF SUD OUEST.

Fait à Toulouse, le 02 DEC. 2020

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Denis BLAGNON